



© FAO/Seigneur Yves WILKESSE

Bref bilan de l'année 2022

La FAO, avec l'appui de ses partenaires, a assisté 105.396 ménages en République centrafricaine durant l'année 2022

L'appui de la FAO aux côtés des efforts du gouvernement centrafricain pour l'assistance aux producteurs de la campagne agricole 2022 s'inscrit dans le cadre du Plan de Réponse Humanitaire (HRP 2022) porté par le Cluster Sécurité Alimentaire, avec deux objectifs spécifiques qui sont i) restaurer et renforcer les moyens de subsistance et d'existence des populations en insécurité alimentaire aigüe (IPC 4 et IPC 3 à la lisière de basculement) à travers la fourniture d'une assistance agricole et pastorale d'urgence ; ii) améliorer les systèmes de suivi, d'évaluation, d'alerte précoce et de coordination de la réponse en sécurité alimentaire afin de permettre de mieux prévenir les catastrophes et les crises et faciliter les réponses apportées à celles-ci.

Le programme d'appui est également en lien avec le Cadre de Programmation Pays (CPP) de la FAO et le Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix (RCPCA). En ce qui concerne les domaines prioritaires du CCP de la FAO, deux priorités sont concernées: i) Appui à la résilience des communautés et des ménages face aux crises et aux changements climatiques et ii) Restauration de l'autorité de l'Etat et de ses compétences et renforcement des capacités des autres acteurs et de leurs organisations.

Cet appui, en cohérence avec le RCPCA s'articule autour du pilier 2 « Renouveler le contrat social entre l'Etat et la société, ayant pour but de restaurer et d'améliorer les infrastructures et d'établir les capacités requises pour

fournir des services sociaux et administratifs de qualité sur l'ensemble du territoire », et l'objectif stratégique 3 « Assurer la sécurité alimentaire et la résilience, à travers la restauration progressive des capacités agricoles productives et les moyens de subsistance des ménages les plus vulnérables ».

En termes de réalisation, la FAO a travaillé en étroite collaboration avec les autorités centrafricaines pour fournir une assistance alimentaire d'urgence aux populations vulnérables touchées par les conflits et les catastrophes naturelles ; prévenir et contrôler les conflits entre les éleveurs et les agriculteurs pour une transhumance apaisée. Des efforts ont également été déployés pour améliorer les infrastructures vétérinaires et renforcer les capacités des techniciens de terrain. La FAO a également stimulé la production agricole en fournissant un appui technique et financier aux agriculteurs, notamment en fournissant des semences, des outils agricoles et des engrais de qualité et aussi la formation d'agriculteurs en matière de techniques agricoles modernes.

Au total, la FAO a assisté 105.396 ménages (pour un objectif de 81.475), soit un taux de réalisation de 129%, avec les répartitions suivantes:

- Distributions directes des intrants agricoles: 46 550 ménages atteints;
- Foires aux intrants agricoles: 24 525 ménages atteints;
- Cash Transfer: 19 646 ménages atteints;
- Maraîchage: 14 300 ménages atteints; et
- Petit élevage: 375 ménages atteints.

Plus de 14 500 ménages soutenus par la FAO grâce au Fonds central d'intervention d'urgence des Nations Unies



Le projet intitulé « Assistance d'urgence au renforcement des capacités de production alimentaire des populations vulnérables centrafricaines touchées par l'impact des conflits internes et de la crise en Ukraine », financé par le Fonds central d'intervention d'urgence des Nations Unies pour un montant de 3,5 millions d'USD, a pour objectif de restaurer les moyens de subsistance et d'améliorer la sécurité alimentaire de 100 000 personnes en situation d'insécurité alimentaire et touchées par les conséquences des conflits. Ces personnes vulnérables incluent des personnes déplacées internes, des retournés, des familles d'accueil et des personnes en situation de handicap. Les ménages identifiés des sous-préfectures de Bocaranga, Kouï, Kaga-Bandoro, Dékoa, Kouango, Ippy et Alindao, ont bénéficié notamment d'activités de transferts monétaires afin de réduire leur vulnérabilité face aux chocs et de leur permettre de subvenir à leurs besoins alimentaires.

Le mécanisme d'intervention a utilisé le transfert monétaire basé sur une approche innovation à travers l'outil "Identification, Delivery and Empowerment Application" (IDEA), développé par la FAO. L'IDEA permet l'enregistrement biométrique et la reconnaissance faciale des bénéficiaires de projets, lors des distributions de transferts monétaires, d'intrants agricoles ou de foires aux animaux. L'outil IDEA permet ainsi d'identifier de manière fiable et rapide les personnes éligibles à recevoir une assistance de la FAO, tout en minimisant le risque de fraude ou de doublons.

« L'enregistrement biométrique des bénéficiaires, permet de détecter les cas de doublons et les fraudes, et assure que l'aide est distribuée de manière équitable aux personnes qui en ont réellement besoin. Les données collectées par IDEA, sont stockées de manière sécurisée et confidentielle sur un serveur. IDEA est simple à paramétrer et peut être utilisé sur des smartphones ou des tablettes. L'outil est également doté de fonctionnalités d'analyse de données qui permettent de suivre les progrès d'un projet et de prendre des décisions éclairées en temps réel » explique l'Expert en transferts monétaires de la FAO en République centrafricaine.

Histoires de Succès

Théophile et Joséphine sont de la localité de Bangassou. Ils ont bénéficiés du projet « Appui d'urgence à la relance de la production alimentaire et à la restauration des moyens d'existence des populations touchées par les conflits en République centrafricaine », financé par l'Union européenne en République centrafricaine. Ils nous racontent chacun leurs histoires.



Ndouzangui Théophile avec ses enfants et sa nouvelle bicyclette devant sa nouvelle maison.
©FAO/Seigneur Yves Wilikoesse

Théophile :

« J'ai toujours vécu dans ce village avec ma femme et mes enfants. Mais avec les exactions des groupes armés, nous étions obligés de fuir pour nous réfugier ailleurs. Quand je suis revenu avec ma famille, ma case était en ruine et mon champ a complètement disparu, envahi par les mauvaises herbes. J'ai tenté de tout reprendre à zéro, mais c'était vraiment difficile. Cette somme de 30.000 FCFA, fourni par la FAO dans le cadre du programme de transfert de fonds, m'a redonné l'espoir d'un avenir meilleur pour mes enfants, pour moi et tout mon village. J'ai acheté des chèvres que j'ai élevées, j'ai repris l'entretien de mon champ de manioc et avec d'autres villageois nous nous sommes organisés en groupement agricole pour avoir de plus grandes parcelles de cultures. Aujourd'hui je m'occupe bien de mon premier fils qui est au lycée à Bangassou et de mes autres enfants. Je suis en train de reconstruire ma maison avec des matériaux durables et je me suis même acheté une nouvelle bicyclette pour transporter mes récoltes vers le marché hebdomadaire. Tout ceci, grâce à l'aide financière que j'ai reçue de la FAO et de ses partenaires lors de la campagne vivrière de 2022. »

Joséphine :

« Après cette crise, la vie était très difficile. Se nourrir était devenu pour nous très compliqué car aller dans les champs était dangereux. Les champs étaient abandonnés, envahis par les mauvaises herbes. Cette campagne vivrière a été pour tout le village, et pour moi en particulier, un grand soulagement. Avec les 30 000 FCFA que j'ai reçus de la FAO, j'ai acheté trois poules et un coq. Avec d'autres villageois, on s'est associé en groupement et nous avons cotisé un peu d'argent pour acheter des chèvres pour le petit élevage. Au moment où je vous parle, j'ai plusieurs poules et notre groupement à une quinzaine de chèvres. Avec les bénéfices tirés de la vente, je peux prendre soin de mes enfants et petits-enfants. En plus du petit élevage, j'ai également beaucoup appris sur des nouvelles techniques de culture à travers les formations des Champs Ecole paysan (CEP). La technique de culture en ligne m'a aidée à améliorer considérablement le rendement de mon champ de manioc. Aujourd'hui je produis deux à trois fois plus de manioc que lorsque je semais en vrac. Merci à la FAO et à l'Union Européenne! »

Les résultats de l'analyse IPC montrent que la situation de la sécurité alimentaire en République centrafricaine continue d'être fragile



Selon les résultats de la dernière analyse de la Classification intégrée de la sécurité alimentaire (IPC) 2023-2024, **environ 2,4 millions de centrafricains sont en insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase 3 et 4 de l'IPC), tandis qu'environ 2,18 millions autres sont en situation de Stress (Phase 2 de l'IPC), avec le risque pour certains de basculer dans une situation d'insécurité alimentaire aiguë plus sévère si les actions nécessaires ne sont pas prises pour la protection de leurs moyens d'existence.**

Même si les résultats représentent une amélioration par rapport à la dernière analyse IPC, cette situation préoccupante exige une action urgente et concertée pour protéger les moyens de subsistance des plus vulnérables. Selon Walter De Oliveira, Représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en République centrafricaine, *« ces chiffres nous rappellent l'ampleur de la crise humanitaire dans le pays et l'impact négatif de l'insécurité alimentaire sur la santé, l'éducation et le développement économique de la RCA. La situation est préoccupante et nécessite une action urgente pour protéger les populations les plus vulnérables. »*

Plusieurs facteurs contribuent à cette situation d'insécurité alimentaire, notamment la hausse des prix des denrées de base et des aliments importés, les conflits et les déplacements de population, la perturbation des chaînes d'approvisionnement alimentaire. En plus, il y'a d'autres facteurs tels que les chocs climatiques qui ont entraîné des

pertes de cultures et une diminution de la production agricole. Il est urgent de poursuivre les efforts pour renforcer la résilience de la population centrafricaine et établir des mécanismes de prévention des crises alimentaires à long terme.

La FAO appelle les bailleurs de fonds à soutenir davantage les efforts humanitaires en République centrafricaine pour aider les populations vulnérables à faire face à cette conjonction de facteurs. Le représentant de la FAO a souligné que *« l'aide humanitaire doit être renforcée pour répondre aux besoins de la population. Il faut accroître les investissements dans l'agriculture locale et les infrastructures de production alimentaire pour augmenter la production locale de denrées alimentaires, améliorer la résilience des communautés et contribuer à stabiliser la situation des ménages les plus vulnérables. Les acteurs humanitaires ont besoin de moyens pour soutenir les populations qui souffrent de la faim et les aider à rétablir leurs moyens de subsistance. »*

La FAO s'engage également à travailler en étroite collaboration avec les partenaires humanitaires, le gouvernement et les communautés locales pour répondre à l'urgence humanitaire et pour construire une résilience à long terme.

Accroître la production alimentaire et améliorer la résilience des petits exploitants agricoles et des ménages en situation d'insécurité alimentaire



Le programme d'appui de la FAO pour la campagne agricole 2023 concernera principalement le « Projet de réponse urgente à la crise alimentaire en Centrafrique » (PRUCAC), financé par la Banque mondiale.

Cette campagne agricole vise à :

- Assister 13 000 ménages en fournissant des intrants vivriers;
- Assister 10.000 ménages avec des intrants de maraîchage;
- Fournir des kits de petit élevage (caprins, porcins, poulets locaux) à 40.000 ménages, répartis en 2.000 groupements;
- Appuyer la redynamisation de la filière semences (multiplication) en faveur de 2.500 GAM (82 tonnes de semences R1), soit 62 500 bénéficiaires, et de l'ICRA (6 tonnes de semences R1);
- Améliorer durablement la nutrition à travers l'approche champ école paysan (sociale, nutritionnelle, technique et d'épargne solidaire) de 50.000 bénéficiaires (soit 2 500 associations féminines et de jeunes producteurs y compris les associations des mères éducatrices);
- Renforcer le système d'informations hydrométéorologiques pour l'alerte précoce;
- Aménager 80 ha de périmètres irrigués à travers l'approche THIMO (Cash for work);
- Construire les infrastructures de stockage de semences en faveur des GAM;
- Appuyer les partenaires pour la mise en œuvre des activités (ACDA, ICRA, ANDE, ONG).

L'objectif principal de cette campagne reste l'amélioration de la sécurité alimentaire et le renforcement de la résilience des communautés rurales, s'alignant ainsi sur l'objectif du PRUCAC, qui est celui d'accroître la production alimentaire et d'améliorer la résilience des petits

exploitants agricoles et des ménages en situation d'insécurité alimentaire dans les des sous-préfectures de Grimari, Bambari, Kouango, Gamboula, Carnot, Kembé, Mobaye, Alindao, Mbrès, Kaga-Bandoro, Bria, Bossangoa, Bouca et Nana-Bakassa.

Afin de garantir une meilleure appropriation des approches développées par la FAO et d'éviter des cas d'irrégularités récurrentes quant au respect des critères de vulnérabilité lors de l'identification des ménages bénéficiaires, les organisations partenaires de la mise en œuvre de cette campagne sont préalablement identifiés et formés. Les objectifs de cette formation sont de :

- Sensibiliser les parties prenantes à la campagne agricole sur les critères de vulnérabilité des ménages bénéficiaires ;
- Doter le personnel technique des ONG partenaires retenues pour la mise en œuvre de la campagne agricole de l'outil IDEA permettant de faciliter l'enregistrement des bénéficiaires ;
- S'assurer que les bénéficiaires identifiés sont ceux qui bénéficieront de l'appui de la FAO ;
- Apprendre aux techniciens la méthodologie de collecte des données et le mécanisme de gestion des plaintes ;
- Former le personnel technique sur le Screening environnemental.

Les partenaires de mise en œuvre pour les campagnes vivrières et maraîchères 2023

- AFEB
- ECHELLE
- EPHAPHTA
- GDAP
- GROUFEPA
- IDEA RELIEF
- NDA
- NVCA
- PADDEL
- PASSA de Centrafrique
- WHH

Visite du Représentant régional pour l'Afrique



Du 23 au 15 avril 2023, le Sous-Directeur général et Représentant régional de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour l'Afrique, M. Abebe Haile-Gabriel, a achevé une visite de deux jours en République centrafricaine (RCA) afin de renforcer la collaboration entre le pays et l'Organisation, d'évaluer les défis actuels de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition et d'explorer les moyens de renforcer le secteur agricole dans le pays.

Au cours de son séjour, M. Haile-Gabriel s'est entretenu avec le Premier ministre, S.E. Felix Moloua, la ministre des Affaires étrangères, S.E. Sylvie Baïpo, et le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations unies, Coordonnateur résident et Coordonnateur humanitaire, Mohamed Ag Ayoya. Il a également rencontré les représentants des Agences des Nations Unies en République centrafricaine.

M. Haile-Gabriel a aussi tenu une réunion de travail avec le personnel de la FAO afin de les encourager à poursuivre leurs efforts pour l'atteinte des objectifs de l'Organisation, à savoir une meilleure production, une meilleure nutrition, un meilleur environnement et une vie meilleure pour tous, sans laisser personne de côté.

« Avant tout, les systèmes agroalimentaires doivent être organisés comme une entreprise efficace pour créer des emplois et des revenus décents grâce à l'augmentation de la productivité, à la réduction des pertes après récolte, à l'amélioration de la qualité des aliments et de la nutrition. Des politiques habilitantes et des institutions efficaces seront nécessaires pour renforcer les investissements nécessaires à la transformation des systèmes agroalimentaires et au développement rural dans le pays », a-t-il déclaré au terme de sa visite.

Audience avec le Président de l'Assemblée nationale pour la réduction de l'insécurité alimentaire et la malnutrition en RCA



Le 31 mai 2023, le Président de l'Assemblée nationale centrafricaine, honorable Simplicie Mathieu SARANDJI, a accordé une audience au Représentant de la FAO en Centrafrique accompagné des membres du Réseau des Alliances Parlementaires de l'Afrique Centrale pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle. Les échanges, lors de cette audience, ont porté sur la nécessité de coordonner les efforts pour réduire l'insécurité alimentaire et la malnutrition en RCA et de renforcer la coopération avec d'autres pays de l'Afrique afin de réduire ce fléau en Centrafrique.

Atelier de restitution de la 2^{ème} conférence du Réseau des Alliances Parlementaires de l'Afrique Centrale pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et de l'Analyse documentaire de la législation en matière de sécurité alimentaire et nutrition



Une centaine de parlementaires centrafricains ont pris part le 31 mai 2023 dans l'hémicycle de l'Assemblée Nationale à l'atelier de restitution de la 2^{ème} conférence du Réseau des Alliances Parlementaires de l'Afrique Centrale pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle.

Le but de l'atelier est de partager aux membres du parlement, aux partenaires techniques et financiers et à la Plateforme nationale de sécurité alimentaire et de nutrition, l'Analyse documentaire de la législation nationale en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle, et de restituer aux parlementaires centrafricains les grandes conclusions et recommandations de la Conférence des Présidents des Alliances parlementaires d'Afrique centrale pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle qui s'est tenu à Libreville du 27 au 28 février 2023.

Signature des documents de projets au Ministère de l'agriculture et du développement rural



La FAO et le Ministère de l'agriculture et du développement rural ont signé le 23 mai 2023 trois documents de projets portant sur l'assistance de la FAO dans le cadre du Programme de coopération technique (PCT) :

- **TCP/CAF/3901: "Projet de Développement de l'Irrigation et de la Gestion Durable de l'Eau en République Centrafricaine";**
- **TCP/CAF/3903: "Développement et renforcement des systèmes alimentaires sensibles à la nutrition notamment en milieu scolaire et dans le contexte de changement climatique en RCA";** et
- **UTF/CAF/026/CAF "Appui à la mise en œuvre des composantes Caisses de Résilience (CEP & AVEC) des projets PREPAS et PRAPAM en République Centrafricaine (RCA)".**

Les deux premiers projets s'inscrivent dans le cadre des fonds propres de la FAO du biennium 2023-2024 d'un montant de USD 900,000, soit environ 540 millions de CFA positionnés pour la RCA.

Il s'agit maintenant pour la FAO et le gouvernement de mettre en place une équipe technique. Le Gouvernement désignera les coordonnateurs nationaux de chaque projet, lesquels veilleront à la bonne exécution et à la coordination de toutes les activités dans les délais impartis. Un comité de pilotage sera aussi mis en place afin de participer à la planification des activités et valider les différentes méthodologies, conclusions et produits de ces initiatives.

La FAO appuie la mise en place d'une base de données sur l'élevage et la transhumance en République Centrafricaine



La mise en place d'un réseau de collecte de données sur l'élevage et le pastoralisme vise à produire des informations fiables, suivant un protocole scientifique éprouvé. Ceci permettra de mieux comprendre les dynamiques des mouvements pastoraux, protéger les populations agropastorales, et aussi d'appuyer les services d'encadrement technique dans l'accompagnement des activités agricoles et pastorales en RCA.

C'est ainsi que la FAO et le Ministère de l'élevage et de la santé animale ont signé le 22 mai 2023 le document du projet **TCP/CAF/3902 intitulé "Appui à la mise en place d'une base de données sur l'élevage et la transhumance et d'un système d'aide à la décision et d'alerte précoce en République Centrafricaine."**

Le projet vise deux principaux objectifs dont:

- le renforcement de la connaissance et le suivi spatiotemporel des nouvelles dynamiques de mobilité de la transhumance, des aspects socio-économiques du pastoralisme et de la dynamique des conflits agropastoraux en RCA,
- l'amélioration de la coordination sectorielle agropastorale et la gestion et diffusion de l'information en matière de pastoralisme et de transhumance auprès de l'ensemble des acteurs.

Le budget total du projet est de 200.000 USD.

Atelier d'échange sur la sécurité sanitaire des aliments selon le concept One Health



La FAO a participé à l'organisation de l'atelier d'échange sur la sécurité sanitaire des aliments selon le concept One Health, en partenariat avec le Ministère de l'élevage et de la santé animale et l'ONG REDISSE.

L'objectif de cet atelier est de montrer l'importance de la sécurité sanitaire des alimentaires selon une approche pluridisciplinaire (ONE HEALTH). Plus spécifiquement, il s'agit de montrer la nécessité du rôle des services vétérinaires dans le processus de la sécurité sanitaire des alimentaires, orienter les autres secteurs impliqués dans l'élimination des risques sanitaires indésirables des nouvelles positions de la sécurité sanitaire des aliments selon le concept ONE HEALTH et consolider la relation entre les secteurs de la sécuritaire alimentaire et de la nutrition.

Cet atelier a offert un espace de partages d'expériences entre les participants et aussi avec des pays qui ont pu assoir une surveillance intégrée des maladies alimentaires.

Formation sur le Systèmes d'Information Géographique et utilisation de QGIS pour le projet PRUCAC



La FAO a organisé un atelier de formation sur le Système Information Géographique et utilisation de QGIS pour l'alerte précoce durant la période du 8 Mars au 4 Mai 2023. Le bureau de la FAO Centrafrique a accueilli les participants

des Directions générales de la Météorologie, de l'Hydrologie et de la Protection Civile.

Les thématiques de cette formation sont élaborées pour répondre aux besoins identifiés lors de la phase de diagnostic, en fonction de l'analyse des lacunes et des besoins, ainsi que des données, de l'information et des capacités géospatiales disponibles. Les principales thématiques retenues sont les suivantes :

- Introduction aux systèmes hydrométéorologiques et d'alerte rapide;
- Acquisition et gestion des données;
- Système d'information géographique et télédétection;
- Système d'information et d'alerte sur les prévisions;
- Diffusion et communication d'alerte rapide.

Participation à l'atelier redynamisation du mécanisme de coordination des activités de la transhumance



Organisé par la Section des Affaires Civiles de la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies en Centrafrique (MINUSCA) et le Ministère de l'élevage et de la santé animale (MESA), l'atelier pour la mise en œuvre du plan d'action triennal budgétisé du Ministère de l'élevage et de la santé animale a pour objectif de faciliter la redynamisation du mécanisme de coordination entre le MESA et les partenaires techniques et financiers impliqués dans le secteur de la transhumance, et définir les priorités géographiques et stratégiques pour 2023 et 2024 sur la base du Plan d'action triennal du MESA 2022-2025.

Cet atelier de trois jours qui a réuni les services centraux et déconcentrés du MESA, la Fédération nationale des éleveurs centrafricains (FNEC), plusieurs Organisations non gouvernementales, la MINUSCA et plusieurs agences du système des Nations Unies a permis aux partenaires techniques et financiers d'avoir une bonne compréhension du Plan de travail triennal, la relance de la Plateforme de coordination de la transhumance sous l'autorité du MESA, l'identification des zones géographiques et les axes stratégiques prioritaires pour 2023-2024, la mise à jour de la cartographie des acteurs.

5^{ème} session du Comité Conjoint de mise en Œuvre de l'APV-FLEGT



La 5^{ème} session du Comité Conjoint de mise en Œuvre de l'APV-FLEGT (CCMO) s'est déroulée du 15 au 17 mai 2023 à Bangui. Cette 5^e réunion du CCMO, organisée par la FAO en tant qu'organe de gestion du projet d'appui à la mise de l'APV-FLEGT en République centrafricaine, a réuni tous les membres statutaires des différentes parties prenantes dudit comité et a abouti à la cosignature de l'aide-mémoire par le Ministre chargé des Eaux, Forêts, Chasse et Pêche et l'Ambassadeur, Chef de délégation de l'Union européenne en RCA.

Présentation des activités de la première phase et de celles prévues pour la 2^{ème} phase du « Initiative pour la forêt de l'Afrique Centrale en République centrafricaine »



La FAO a organisé le 04 mai 2023 un atelier de présentation des résultats de la première phase et les activités prévues pour la deuxième phase du projet «Initiative pour la Forêt de l'Afrique Centrale» (CAFI).

Cet atelier est organisé dans l'objectif de mettre à la disposition des usagers les résultats des travaux de la première phase du projet CAFI concernant la déforestation et la dégradation du couvert forestier en République centrafricaine et dans le Bassin du Congo, et aussi d'informer l'assistance des activités en cours et prévues pour la seconde phase du projet.

Atelier de formation en ligne sur l'outil Ex-Ante Carbon Balance Tool (EX-ACT) v.9



Du 29 mai au 2 juin 2023 s'est tenue la première session de formation en ligne sur l'outil de bilan carbone ex-ante (EX-ACT). Cette formation est organisée dans le cadre de la mise en œuvre des activités du projet de Restauration des Forêts et de Paysages en appui à la résilience des paysages et des moyens d'existence en République Centrafricaine (TRI RCA). Elle a regroupé plusieurs pays à savoir le Cameroun, la Guinée Bissau, la République Démocratique du Congo, la République Centrafricaine, et Sao Tomé et Príncipe. Durant 5 jours les formateurs ont regroupé les participants au niveau de chaque pays dans une salle avec l'appui d'un facilitateur local pour faciliter les échanges entre la salle et les formateurs.

Pour la RCA, les participants viennent des Ministères en charge des Eaux et Forêts et de l'Environnement, les gestionnaires des aires protégées, les Organisations non Gouvernementales, les étudiants ainsi que les enseignants chercheurs de l'ICRA, l'ISDR et de l'université de Bangui.

L'objectif principal de cet atelier est de former les participants à l'utilisation de la nouvelle version 9.4 de l'outil de bilan carbone ex-ante (EX-ACT) en vue de développer leurs capacités à conduire, évaluer et suivre le bilan carbone. Plus spécifiquement, il s'agit d'initier les participants à évaluer les impacts quantitatifs et qualitatifs des politiques et des projets afin d'estimer et de prioriser leurs activités avec des avantages importants en termes des atténuations économiques, du changement climatique, du carbone et d'améliorer la résilience

La formation s'est déroulée en combinant des présentations, des démonstrations en direct et des exercices pratiques. Des supports visuels tels que les enregistrements des sessions passées et des exemples concrets ont été utilisés pour faciliter la compréhension.

Les Experts du programme Economic and Policy Analysis of Climate Change (EPIC) de la Division de l'économie agroalimentaire (ESA) de la FAO en association la division forestière FAO a dispensé cette formation. La facilitation est confiée à l'Unité de Gestion du projet TRI RCA.

Mission conjointe de sensibilisation à la prévention de conflit entre les agriculteurs et les éleveurs centrafricains



Le 12 Avril 2023, le sous-bureau FAO de Bambari a participé à une mission conjointe des acteurs du Groupe de Travail Transhumance et les Autorités au village Awatché dans la commune de Pladama-Ouaka Sous –préfecture de Bambari dans la préfecture de la Ouaka.

L'objectif principal de la mission est d'identifier les acteurs principaux ainsi que les causes des conflits liés entre les agriculteurs et les éleveurs afin de passer un message de vivre ensemble, de la cohabitation pacifique et de la cohésion sociale.

Cette mission a permis d'identifier les causes des conflits qui sont :

- Mauvaises pratiques de la conduite d'élevage par les éleveurs
- Dégâts causés par les bovins des éleveurs sur les champs des agriculteurs
- Problème récurrent de vols et tueries des bétails des éleveurs par les agriculteurs
- Conséquences de ces mauvaises pratiques sur les deux communautés (conflit intercommunautaire avec le risque d'escalade des violences et d'insécurité).

Les mesures de mitigation des risques mis en place par la mission est la répartition des zones entre les agriculteurs et les éleveurs, et la mise en place d'un comité de suivi.

13^{ième} édition de la Foire Agricole de Bouar



« Améliorer la production agricole tout en préservant l'environnement afin de garantir une meilleure condition de vie des populations » est le thème de la 13^{ième} édition de la Foire Agricole de Bouar qui s'est tenue du 09 au 12 février 2023.

Avec l'appui du sous-bureau de la FAO à Bouar et de plusieurs partenaires, 180 groupements agricoles de différentes localités ont pu exposer et vendre leurs produits agricoles durant ces 3 jours.

Pour la FAO, cette 13^{ième} édition de la foire a permis aussi de renforcer la structuration et la mise en réseaux des organisations paysannes, la professionnalisation, l'intermédiation, la recherche et la diversification des circuits de ventes, ainsi que la promotion des produits vivriers de la préfecture de la Nana-Mambéré à travers les expositions des échantillons.

On estime à plus de 185 millions de FCFA les revenus tirés de la vente des produits agricoles lors de cette foire.

Nos partenaires:



Gouvernement RCA



Contact information:

FAO en Centrafrique
Rue Guérillot, 2157- Bangui, République centrafricaine
FAO-CF@fao.org
<https://www.fao.org/republique-centrafricaine/>
Twitter : @FAOCentrafrique



Some rights reserved. This work is available under a CC BY-NC-SA 3.0 IGO licence